

Dans l'Oise, à la rentrée 2012, les conditions de travail de tous, élèves et personnels seront une nouvelle fois gravement dégradées.

- 83,25 postes supprimés dans les écoles,
 - 10,72 postes supprimés en collège,
 - 11,16 postes supprimés en lycée général et technologique,
 - 46,41 postes supprimés en lycée professionnel,
 - 14 postes supprimés dans les services administratifs au niveau académique.
- ⊗ Recul de la scolarisation des moins de 3 ans (de 19,29% en 2002 à 4,68% en 2011)
- ⊗ L'éducation prioritaire trinque : 10 postes fermés dans les écoles, 4 en collèges RRS, 13 en collèges Eclair
- ⊗ Hors éducation prioritaire, ça fait mal aussi : 54 postes fermés dans les écoles et 6 dans les collèges
- ⊗ Des missions fondamentales sont mises à mal : le remplacement, l'aide aux élèves à besoins spécifiques, la formation initiale et continue des personnels.

Tous ces choix contribuent à creuser les inégalités entre les élèves, entre les écoles, les établissements et les territoires. Les familles les plus fragilisées et leurs enfants seront les premières victimes de ces orientations budgétaires. D'autre part, cette nouvelle dégradation des conditions d'enseignement dans le service public d'éducation risque de détourner des familles vers l'école privée. Des mobilisations liées au refus de ces suppressions de postes se multiplient dans notre département, réunissant parents d'élèves, personnels, élus, citoyens.

Pour toutes ces raisons, le Front commun départemental de défense et de promotion du service public et laïque d'éducation, soutient et appelle dans ce cadre à participer aux actions locales et départementales engagées contre les suppressions de moyens.

TOUS À BEAUVAIS **MERCREDI 15 FÉVRIER 2012**

➤ 9H00 RASSEMBLEMENT **devant la Préfecture**

Au moment de la réunion du CDEN (Conseil Départemental de l'Education Nationale) au cours duquel les mesures de cartes scolaires seront présentées aux autorités (Préfet), aux élus et aux autres membres de la communauté éducative.

➤ 11H00 RÉUNION DÉPARTEMENTALE **Maison des syndicats** 28, rue J B Baillière

Afin d'échanger sur la situation dans l'éducation et d'envisager les suites de l'action.